



**PRÉFÈTE
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

CHAUMONT, le 29 mai 2026

Nos réf. : SHM/JG/MT n° 26 - 153

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/04/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CARRIÈRE BOULOGNE

Lieux-dits « Le Milanet, Le cul rouge, Atigny, La Côte Rave, Côte du Rondet, Les Recouchants,
Les Vallées, Fosse aux Renards » - 52130 BROUSSEVAL
Lieu-dit « La Clavière » - 52130 MAGNEUX

Code AIOT : 0005700936

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29 avril 2026 dans l'établissement BOULOGNE implanté aux lieux-dits « Le Milanet, Le cul rouge, Atigny, La Côte Rave, Côte du Rondet, Les Recouchants, Les Vallées, Fosse aux Renards » - 52130 BROUSSEVAL et « La Clavière » - 52130 MAGNEUX. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été planifiée dans le cadre du plan de contrôle 2026

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BOULOGNE
- Lieux-dits « Le Milanet, Le cul rouge, Atigny, La Côte Rave, Côte du Rondet, Les Recouchants, Les Vallées, Fosse aux Renards » - 52130 BROUSSEVAL et « La Clavière » - 52130 MAGNEUX
- Code AIOT : 0005700936
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les Ets CALIN possèdent plusieurs carrières de roches massives et alluvionnaires. Ils sont spécialisés également dans la fabrication de béton, développé à partir la production des matériaux issus de leurs propres carrières.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	conduite d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 19/07/2007, article 7	Sans objet
2	conduite d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 19/07/2007, article 9.1	Sans objet
3	plan	Arrêté Préfectoral du 19/07/2007, article 14	Sans objet
4	pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 19/07/2007, article 17.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite n'a pas permis de relever de non conformités. Elle a cependant permis à l'exploitant de présenter des projets d'extension, puisque son arrêté arrive à échéance d'ici 14 mois environ.

Elle a également permis de se rendre compte qu'une jauge utilisée pour le suivi des retombées de poussières était mal positionnée, engendrant des non conformités.
cette jauge sera déplacée lors de la prochaine campagne.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : conduite d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2007, article 7
Thème(s) : Autre, phasage
Prescription contrôlée : Le phasage d'exploitation reporté sur le plan en annexe doit être scrupuleusement respecté. Néanmoins, il est possible de déroger à celui-ci après demande motivée et accord écrit de l'inspection des installations classées. Chaque phase correspond à une durée de 5 ans.
Constats : Lors de la visite, il a été constaté que l'extraction du site se situait en phase 6. Cette phase correspond au phasage régulièrement autorisé. L'exploitation du site, prenant fin en 2027, l'exploitant envisage de déposer un nouveau dossier de demande d'autorisation d'exploiter, sur les parcelles jouxtant l'exploitation actuelle. Ce sujet a été présenté par l'exploitant lors de la visite.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : conduite d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2007, article 9.1
Thème(s) : Autre, modalité d'extraction
Prescription contrôlée : Modalités d'extraction La profondeur moyenne d'extraction est de 30 mètres en 3 fronts de taille de hauteur maximale 10 m séparés par des banquettes de largeur minimale 8 m. La cote minimale NGF correspondante est de 172 mNGF. L'extraction est réalisée à sec par abattage à l'explosif et au moyen d'engins mécaniques. Toute activité sur le site est interdite en période d'inondation du fond de fouille (période de débordement de la Maronne).
Constats : Le plan fourni lors de la visite n'indique pas de sur-excavation. Le site est exploité conformément à l'article 9.1 sus mentionné.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Plan

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2007, article 14
Thème(s) : Autre, plan
Prescription contrôlée : Un plan à l'échelle 1/5000ème est établi. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none">• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans une rayon de 50 mètres ;• les bords de la fouille ;• les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;• les zones remises en état ;• la position du piézomètre;• les bornes déterminant le périmètre d'autorisation, le piquetage déterminant le périmètre d'extraction et les bornes de nivellement visées à l'article 4;• les pistes et voies de circulation;• les zones de mise à stock des produits finis, des stériles, des terres de découverte,...• les installations fixes de toute nature : traitement des matériaux, ateliers, dépôts de liquides inflammables, bascules, locaux,... » Ce plan est mis à jour au moins une fois par an et adressé à l'Inspection des Installations Classées.
Constats : Le plan fourni par l'exploitant respecte les prescriptions de l'article 14 sus mentionné. C'est d'ailleurs, lors de l'inspection, que l'exploitant s'est aperçu qu'une jauge utilisée pour les analyses de retombées de poussière, n'était pas à l'endroit prescrit.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2007, article 17.3
Thème(s) : Autre, réseau de surveillance des retombées de poussières
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un réseau de surveillance des retombées de poussières est créé. Il comprend 4 stations de mesure qui sont implantées conformément au plan en annexe. Des analyses auront lieu une fois par trimestre.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les derniers résultats d'analyses transmis par l'exploitant faisaient apparaître une non-conformité sur une des jauges. Après contrôle, il a été mis en évidence que celle-ci n'était pas positionnée à l'endroit indiqué dans l'annexe 1 de l'arrêté sus-mentionné.</p> <p>En effet, l'actuelle, non représentative était positionnée aux abords de la piste empruntée par les dumpers.</p> <p>L'exploitant devra donc la repositionner préalablement à la nouvelle campagne, aux abords de la zone d'extraction correspondant désormais à la dernière phase.</p> <p>Les résultats des autres jauges n'indiquent pas de non-conformités.</p>
Type de suites proposées : Sans suite